

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Jacques Fiset et Marc Raffinot (dir.), 2010, *Gouvernance et appropriation locale du développement. Au-delà des modèles importés*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 228 p.

par Laurence Basset

Études internationales, vol. 42, n° 1, 2011, p. 136-138.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045891ar>

DOI: 10.7202/045891ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

l'ONU, va jouer un double jeu : tout en soutenant la rébellion katangaise, elle garde une main en maintenant une forme de collaboration avec le pouvoir central. Ainsi, une conspiration s'organise sur le dos du premier ministre Patrice Lumumba avec l'aide des services belges, qui finira par l'emporter. Mais selon Jean Kestergat, un des auteurs de cet ouvrage, cet assassinat ne résout pas pour autant la question congolaise, devenue trop complexe, dans laquelle l'ONU s'est embourbée plus que jamais. Car diverses rébellions vont entraîner la partition du pays en trois entités, entre les Lumumbistes au Nord-Est, le Katanga au Sud-Est et le gouvernement central à l'Ouest. Ainsi, si l'intervention des Nations Unies a suscité, un moment, un grand espoir pour réduire l'impact du « facteur belge » et si elle devait servir de modèle pour le monde nouveau dans un contexte de « guerre froide », en mettant fin à la scission katangaise, elle abandonna finalement en 1964 un pays appauvri et déchiqueté (Jules Gérard-Libois).

Enfin, les auteurs mettent en relief l'histoire récente du Congo qui n'est, en fait, qu'un éternel recommencement. L'intervention des Nations Unies au début des années 1960 pour éviter la scission du Katanga et les troubles qui ont suivi la période d'après-indépendance semblent revenir au goût du jour, alors que le contexte n'est plus le même. Ainsi, certaines critiques adressées, voici un demi-siècle, aux Nations Unies se font comme un écho lointain de la situation actuelle dans ce pays d'Afrique. Un retour sur ce passé permet de comprendre le souhait des autorités congolaises de voir les Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC) quitter le pays au plus vite. Les auteurs réunis

dans ce recueil ont pour la plupart vécu personnellement les événements qu'ils racontent. Cette somme de vécus personnels et cette recherche d'objectivité dans la narration de l'histoire contemporaine donnent un accent dramatique à la question congolaise.

Djibril DIOP

*Faculté de l'aménagement
Université de Montréal, Montréal*

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Gouvernance et appropriation locale du développement. Au-delà des modèles importés

*Jacques FISETTE et Marc RAFFINOT
(dir.), 2010, Ottawa, Les Presses de
l'Université d'Ottawa, 228 p.*

Les écrits sur le développement des populations et des économies dans le monde ne manquent pas. Ce livre en est la preuve, s'il en fallait, puisqu'il leur rend hommage en les citant régulièrement. Les différents auteurs de cet ouvrage sont issus de disciplines et de cultures diverses, ce qui fait sans doute la force de leur propos. L'analyse proposée ici vise ainsi à compiler les différents propos et raisonnements afin de tirer leçon des expériences de développement local mises en œuvre par les institutions financières internationales dans les dernières décennies. Leurs raisonnements et leurs responsabilités sont ainsi étudiés à travers ces cas précis, autour du monde.

L'ouvrage proposé ici tente de répondre à la réponse complexe de savoir comment il est possible d'aider les pays en voie de développement. La question est vaste, ancienne et toujours d'actualité. Il est impossible de se poser ce type

de questionnement sans poser un parti pris : l'ouvrage souhaite-t-il faire œuvre de réflexion théorique abstraite ou l'objectif est-il de proposer une réflexion construite, basée sur des références communes et avançant un argumentaire précis, tant dans les exemples choisis que dans le renvoi aux ouvrages apparentés ? La réponse est dans la question !

Le titre du livre en résume les arguments principaux : le lien établi entre pauvreté et gouvernance est sans ambiguïté. Si les institutions financières font globalement tout ce qu'elles peuvent pour aider les pays en grande difficulté, rien ne peut se réaliser sans une véritable implication des gouvernements locaux. C'est cette appropriation des modes de développement et son expression dans la vie locale, par les acteurs les plus directement concernés par sa réalisation, qui permettent la traduction des desiderata théoriques en pratiques fonctionnelles.

Partant du constat qu'un vocabulaire commun est désormais en place au sein des institutions financières internationales pour parler de la question du financement du développement international, les auteurs choisis pour collaborer à cet ouvrage tentent d'interroger la réalité du terrain. Du Nicaragua à la Bolivie, en passant par la question bien plus générale de l'accès à l'eau potable, la réalité du développement semble encore bien loin des réflexions technocratiques qui l'ont engendrée.

La réalité quotidienne des populations réclamant cette aide est bien aise de ces développements : la bonne ou la mauvaise gouvernance ne peuvent être définies de façon exhaustive, tant les argumentaires ne manquent pas pour résoudre le débat. Aucun des exemples choisis dans les développements de ce

livre ne peut donner de liste exhaustive et généralisable : ce qui est bon ici ne l'est pas forcément là ! Il est donc essentiel de traduire les concepts génériques du développement en termes quotidiens qui permettraient une application concrète. Il est également nécessaire de comprendre la complexité des réalités quotidiennes, et c'est pour cela que les termes de développement régional ou local ont été déployés au long du livre.

Par ailleurs, les auteurs tancent le jargon institutionnel systématique qui s'est progressivement instauré dans le dialogue entre les penseurs et les opérationnels en réclamant une adaptation des termes au contexte. En effet, ce livre inscrit les termes de gouvernance et de gouvernement local dans un contexte géopolitique international en les reliant aux notions de crises financières et en s'appuyant sur celles du passé pour expliquer les manques de réussite des programmes de développement menés par les organisations internationales. Les auteurs tirent ainsi leçon du passé pour tenter de décrire les règles d'un avenir plus profitable en matière de développement. Les chemins pris au cours des décennies passées doivent nous aider à ne pas nous tromper de voie à l'avenir.

En matière de littérature collective, l'inégalité des qualités rédactionnelles des rédacteurs est souvent un point crucial, qui permet – ou non – d'harmoniser un ouvrage et de juger de sa qualité générale. La lecture de celui-ci nous met bien en peine de pouvoir qualifier la qualité globale, tant les moments de découragement font place à des paragraphes d'excellence. Le dosage des références utilisées, qui peut faire passer un ouvrage d'une fiction à un recueil bibliographique, n'autorise qu'une accumulation mesurée, sous peine de fatiguer les yeux

les moins acquis à la cause. Or, il est à supposer ici que la recherche de la qualité scientifique des propos n'a pas permis de mesurer l'abondance des références. Les moins familiers de cette rhétorique se priveront ainsi fort malheureusement de l'argumentaire proposé.

Le lecteur qui recherche ce niveau de précision sera quant à lui ravi de la qualité bibliographique ainsi que du rassemblement et du travail argumentaire réalisé dans cet ouvrage. *Gouvernance et appropriation locale du développement* permet une bonne base de réflexion, facilitant le report aux ouvrages cités en fonction de l'intérêt de l'argument proposé à la lecture.

Laurence BASSET

Marsh Risk Consulting

Marsh and Mc Lennan Compagnies, Paris

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Sixteen Million One. Understanding Civil War

*Patrick M. REGAN, 2009, Boulder, CO,
Paradigm, 232 p.*

L'ouvrage *Sixteen Million One: Understanding Civil War* de Patrick M. Regan passe en revue les mécanismes faisant qu'un individu décide de se joindre à un groupe armé afin de lutter contre son propre gouvernement. L'intérêt de cette monographie, en matière de contribution au champ de la polémologie, réside dans le remarquable travail de synthèse et surtout de vulgarisation auquel se livre l'auteur : un grand nombre de théories et de concepts de polémologie et d'irénologie sont abordés, expliqués et illustrés, avec plus ou moins de profondeur, en toute simplicité, sans jargon savant. Le vocabulaire choisi

et les nombreux exemples jalonnant l'ouvrage font de *Sixteen Million One* un livre accessible à toute personne intéressée par les guerres civiles.

Dans cette monographie, dont le titre évoque le nombre estimé de victimes des guerres civiles au cours des cinquante dernières années, la question de recherche posée par Patrick M. Regan apparaît clairement dès les premières pages : « À quelles conditions laisserais-je derrière moi ma famille, mon travail et toute ma vie telle que je la connais, pour mener la vie d'un soldat rebelle ? »

Partant des prémisses selon lesquelles 1) toute décision de tout individu serait le fruit d'un calcul rationnel coûts/bénéfices et 2) prendre les armes contre son propre gouvernement comporte *a priori* beaucoup plus de chances d'échouer que de réussir, Patrick M. Regan s'efforce d'analyser les causes et les mécanismes faisant qu'une personne puisse en venir à joindre un groupe insurgé. Il se penche principalement sur les conflits intérieurs répertoriés pour l'année 2002 par le Uppsala Conflict Data Program et International Peace Research Institute – Oslo (PRIO) et tente d'isoler certaines variables afin d'observer leur impact conflictogène sur les pays déchirés par ces guerres civiles, en utilisant de manière récurrente des données compilées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), notamment l'indice de développement humain (IDH).

Quatre variables sont analysées par l'auteur avec une attention toute particulière. La première de ces variables est la pauvreté. Regan argue que, s'il n'existe pas de lien de causalité direct entre pauvreté et guerres civiles, la probabilité qu'un pays connaisse une guerre civile